

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2023/42324]

**27 AVRIL 2023. — Décret relatif à l'amélioration du climat scolaire  
et à la prévention du harcèlement et du cyberharcèlement scolaires**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — DISPOSITION MODIFIANT LE CODE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN CE QUI CONCERNE LE BIEN-ÊTRE DES ÉLÈVES, L'AMÉLIORATION DU CLIMAT SCOLAIRE ET LA PRÉVENTION DU HARCÈLEMENT ET DU CYBERHARCÈLEMENT SCOLAIRES**

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le Livre 1<sup>er</sup>, Titre 7, il est inséré un chapitre 10, rédigé comme suit :

« Chapitre 10 – Du bien-être des élèves, de l'amélioration du climat scolaire et de la prévention du harcèlement et du cyberharcèlement scolaires

*Section 1. — Dispositions générales*

Article 1.7.10-1. Dans le présent chapitre, il faut entendre par :

1° « actions collectives » : les actions visant à toucher l'ensemble des acteurs ou d'une catégorie d'acteurs d'une école ou de la communauté scolaire ;

2° « actions groupales » : les actions visant un groupe particulier, telle qu'une classe ou un groupe d'individus ;

3° « actions individuelles » : les actions visant à toucher un ou des individus précis ;

4° « climat scolaire » : le climat au sein d'une école ou d'une classe caractérisé par les éléments suivants :

a) l'environnement relationnel, qui recouvre la qualité des relations entre les acteurs ou groupes d'acteurs à l'école ;

b) l'environnement normatif et les pratiques démocratiques, qui rassemblent les éléments relatifs à la construction des règles, à leur application au sein de la communauté scolaire, ainsi que les processus de participation et de décision collective qui les sous-tendent, en tout ou en partie ;

c) l'environnement pédagogique, qui regroupe les éléments liés au développement de savoirs et de savoir-faire à l'école ;

d) l'environnement physique, qui recouvre les conditions matérielles et les infrastructures de l'école ;

5° « intervision zonale » : les interventions et échanges de pratiques organisées au niveau des plateformes zonales.

Article 1.7.10-2. Le présent chapitre a pour objet de mettre à disposition des écoles, selon les conditions et modalités qu'il fixe, des outils leur permettant d'influer sur les divers éléments qui caractérisent le climat scolaire dans le but de favoriser le bien-être des élèves, d'améliorer le vivre ensemble et la sérénité propice à l'apprentissage ainsi que de prévenir et lutter contre le harcèlement et le cyberharcèlement scolaires.

Complémentairement aux dispositions de la section 2, chaque école visée à l'article 1.7.10-6 est tenue de participer au programme-cadre visé à la section 3.

*Section 2. — Du bien-être des élèves et du climat scolaire*

Article 1.7.10-3. § 1<sup>er</sup>. Le directeur et l'équipe éducative développent un climat scolaire favorisant le bien-être des élèves, le vivre ensemble et la sérénité propice à l'apprentissage. Ils cherchent à améliorer la situation des élèves, tant sur le plan de leur devenir scolaire que sur le plan de leur épanouissement personnel.

§ 2. L'équipe pluridisciplinaire du centre PMS et le service de la promotion de la santé à l'école contribuent aux objectifs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 3. L'équipe pluridisciplinaire du centre PMS collabore à ces objectifs, à l'interface entre le monde scolaire et les intervenants extérieurs à l'école.

Elle accompagne, à sa demande, tout élève, tout parent, tout membre de l'équipe éducative.

Elle soutient toute démarche collective visant à améliorer le climat scolaire. Elle répond par des interventions adaptées à des situations identifiées comme problématiques.

§ 4. Annuellement, le directeur organise une rencontre entre des délégués de l'équipe éducative, du centre PMS et du service de promotion de la santé à l'école. La rencontre peut être ouverte à d'autres acteurs collaborant avec l'école.

Le médiateur scolaire affecté à une école déterminée est associé à la rencontre.

Cette rencontre vise à :

1° échanger sur :

a. les projets éducatif, pédagogique et d'école, visés aux articles 1.5.1-2 et 1.5.1-5 ;

b. le projet du centre PMS ;

c. le projet de service de promotion de la santé à l'école ;

d. le projet de service du service de médiation scolaire lorsqu'un médiateur est affecté à l'école ;

2° établir les besoins spécifiques de l'école en matière de bien-être des jeunes, d'accrochage scolaire, de prévention de la violence à l'école et d'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ;

3° définir des priorités pour les années ultérieures ;

4° identifier les ressources internes et externes mobilisables ;

5° préciser le rôle de chacun et, en particulier, identifier une personne de référence pour chaque priorité retenue ;

6° définir, dans le cas où un médiateur scolaire est affecté à une école, un protocole de collaboration entre les acteurs concernés ;

7° établir un bilan des actions entreprises et des collaborations développées.

§ 5. Lorsque la cellule de concertation locale a été mise en place, c'est notamment en son sein que s'organisent la concertation et les actions visées par le paragraphe 4.

Article 1.7.10-4. Le chef d'établissement et l'équipe éducative établissent une procédure de signalement interne à l'école et de prise en charge des situations de harcèlement et de cyberharcèlement scolaires. Cette procédure vise à détecter les situations, de harcèlement et de cyberharcèlement scolaires, à orienter les élèves concernés et à traiter les situations détectées, en fonction des compétences disponibles et/ou de la gravité de la situation, au sein de l'école ou avec des intervenants externes. Cette procédure précise :

- 1° les modalités d'enregistrement du signalement,
- 2° les étapes de la procédure, du signalement jusqu'au traitement ;
- 3° les délais maximums de traitement du signalement ;
- 4° l'identification des personnes relais.

Cette procédure est approuvée par le pouvoir organisateur et est mentionnée dans le règlement d'ordre intérieur de l'école visé à l'article 1.5.1-9.

Cette procédure est expliquée aux élèves par un membre de l'équipe éducative au début de chaque année scolaire. Cette procédure fait l'objet, de la part du pouvoir organisateur ou de son délégué, d'une communication régulière auprès de l'ensemble des parents, de l'ensemble des membres des personnels de l'école et des membres de l'équipe pluridisciplinaire du centre PMS compétent.

Article 1.7.10-5. Les écoles ont accès à des contenus produits et validés par l'Observatoire du climat scolaire.

*Section 3. — Du programme-cadre visant l'amélioration du climat scolaire à travers la prévention et la lutte contre le harcèlement et le cyberharcèlement scolaires*

*Sous-section 1. — Champ d'application*

Article 1.7.10-6. Le programme-cadre visé à la présente section est destiné aux élèves de l'enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé.

Dans l'enseignement secondaire ordinaire, le programme-cadre est destiné aux élèves de 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années.

Dans l'enseignement secondaire spécialisé, le programme-cadre est destiné aux élèves des deux premières phases.

Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> à 3, les actions collectives menées dans le cadre du programme-cadre peuvent viser l'ensemble des élèves et acteurs d'une école.

*Sous-section 2. — Du contenu du programme-cadre*

Article 1.7.10-7. Le programme-cadre est un programme d'actions et d'accompagnement dans la prévention, la prise en charge du harcèlement et du cyberharcèlement scolaires et visant l'amélioration du climat scolaire, propre à chaque école sélectionnée.

Les écoles sélectionnées bénéficient des appuis suivants dans le cadre du programme-cadre :

- 1° un accompagnement par des opérateurs visés à l'article 1.7.10-10 ;
- 2° un accès à des interventions zonales et à des forums d'échanges de pratiques entre professionnels de l'école ;
- 3° un appui dans l'élaboration et/ou la révision de la procédure visée à l'article 1.7.10-4 ;
- 4° un accompagnement au départ des outils visés à l'article 1.7.10-5 ;
- 5° un ensemble de formations spécifiques en matière de climat scolaire, de prévention et de lutte contre le harcèlement et le cyberharcèlement déployé conformément à l'article 1.7.10-21 et comprenant :
  - a) une formation en vue d'assurer et de coordonner adéquatement le programme-cadre ;
  - b) une formation visant à assurer une compréhension commune du phénomène du harcèlement et du cyberharcèlement, de ses impacts, du cadre juridique et de l'intérêt de porter un programme coordonné au sein de l'école.

c) Le cas échéant, une ou plusieurs formations organisées par l'Observatoire du climat scolaire conformément à l'article 1.7.10-21.

Article 1.7.10-8. § 1<sup>er</sup>. Le programme-cadre se compose de trois types d'actions :

- 1° les actions minimales obligatoires à mettre en place par les écoles sélectionnées ;
- 2° les actions complémentaires laissées au libre choix des écoles sélectionnées ;
- 3° les actions supplémentaires librement proposées par les écoles sélectionnées.

Les actions sont individuelles, groupales ou collectives. Elles sont ponctuelles ou structurelles. Elles associent le plus possible les élèves.

§ 2. Les actions minimales obligatoires à mettre en place dans et par les écoles sélectionnées sont les suivantes :

- 1° la formation visée à l'article 1.7.10-7, alinéa 2, 5°, b) ;
- 2° la mise en place d'outils de gestion des conflits, comprenant au minimum la mise en place d'espaces régulés de parole ;
- 3° la mise en place de séances d'information ciblant spécifiquement la problématique du cyberharcèlement, dans une approche préventive, à l'adresse de l'ensemble des membres des personnels de l'école, ainsi que des parents et des élèves ;
- 4° l'information des parents et des élèves sur la participation de l'école dans le programme-cadre et son contenu.

§ 3. Les actions complémentaires laissées au libre choix des écoles sélectionnées sont les suivantes :

1° la mise en place d'une cellule d'intervention composée de la ou des personnes-ressources formées et habilitées à intervenir effectivement en cas de faits de harcèlement ou de cyberharcèlement scolaires ;

2° la mise en place d'actions de prévention du harcèlement et du cyberharcèlement scolaires en lien avec les éléments qui caractérisent le climat scolaire.

Chaque école met en œuvre au minimum trois actions complémentaires, chaque action visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, comptant pour une action complémentaire.

§ 4. Les actions supplémentaires librement proposées par l'école sont des actions contribuant à la prévention, à la prise en charge du harcèlement et du cyberharcèlement scolaires et à l'amélioration du climat scolaire qui ne relèvent ni des actions minimales ni des actions complémentaires.

Article 1.7.10-9. § 1<sup>er</sup>. Le programme-cadre s'étend sur quatre années scolaires. Son cycle de vie est composé de trois phases, devant conduire les écoles à l'autonomie dans l'amélioration constante de leur climat scolaire autant que dans la prévention et la prise en charge des situations de harcèlement et de cyberharcèlement scolaires :

- 1° la première phase est d'une durée de six mois maximum ;
- 2° la deuxième phase est d'une durée de deux ans ;
- 3° la troisième phase est d'une durée d'un an.

§ 2. Au cours de la première phase, après avoir établi un diagnostic des actions déjà entreprises et des besoins, l'équipe éducative et l'opérateur qui est assigné à l'école travaillent ensemble à la définition du contenu, des acteurs, du planning et des modalités d'exécution du programme-cadre qui sera mis en œuvre et évalué lors des deuxième et troisième phases.

Sur la base des éléments proposés visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur, en concertation avec l'équipe éducative, et l'opérateur qui est assigné à l'école concernée arrêtent ensemble et formalisent par écrit les actions dont la mise en œuvre sera accompagnée par l'opérateur. Le pouvoir organisateur communique une copie du plan d'actions à l'Observatoire du climat scolaire visé à l'article 1.7.10-25.

Des actions peuvent débiter au cours de la première phase.

§ 3. Au cours de la deuxième phase, le programme-cadre défini au cours de la première phase est mis en œuvre.

§ 4. Au cours de la troisième phase, la mise en œuvre du programme-cadre se poursuit : l'école participe aux interventions zonales, évalue la mise en œuvre du programme-cadre, selon les modalités fixées par le Gouvernement et intègre durablement le suivi autonome des actions développées dans les phases antérieures et leur évolution.

§ 5. L'école sélectionnée pour mettre en œuvre un programme-cadre fait état de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation de ce dernier dans son plan de pilotage et/ou dans l'évaluation intermédiaire de son contrat d'objectifs.

#### Sous-section 3. — De la sélection des écoles participantes

Article 1.7.10-10. Chaque année, le Gouvernement publie un appel à candidatures dans lequel il fixe les modalités de dépôt des candidatures. En fonction du budget disponible, cet appel à candidatures reprend une estimation du nombre d'écoles qui peuvent être sélectionnées.

Le Gouvernement peut publier un nouvel appel à candidatures au cours de la même année si l'appel précédent n'a pas permis de sélectionner suffisamment d'écoles pour consommer le budget disponible.

Article 1.7.10-11. Sont seules recevables les candidatures introduites dans les délais par les pouvoirs organisateurs qui démontrent que leur école répond aux conditions suivantes :

- 1° ne pas avoir participé au programme-cadre antérieurement ;
- 2° avoir participé à une séance d'information sur le programme-cadre ;
- 3° démontrer la volonté de l'équipe éducative à s'investir dans la mise en œuvre du programme-cadre ;
- 4° démontrer la volonté des élèves à s'investir dans la mise en œuvre du programme-cadre ;
- 5° démontrer la volonté des parents à s'investir dans la mise en œuvre du programme-cadre.

L'implication des personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, 4° et 5°, peut notamment être démontrée par le pouvoir organisateur :

- 1° par la communication de l'avis rendu par le Conseil de participation, lequel doit être obligatoirement joint au dossier de candidature ;
- 2° par la communication de l'avis rendu par l'organe local de concertation sociale, lequel doit être obligatoirement joint au dossier de candidature ;
- 3° pour les années d'études visées à l'article 1.5.3-6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, par la communication de l'avis rendu par l'ensemble des conseils de délégués d'élèves, lequel doit être obligatoirement joint au dossier de candidature ;
- 4° par la communication de l'avis rendu par l'association de parents d'élèves de l'école ;
- 5° le cas échéant, par la référence au contrat d'objectifs de l'école ;
- 6° par la production de procès-verbaux de réunions ;
- 7° par tout autre moyen démontrant qu'elles ont été consultées et ont exprimé directement ou par le biais de leurs organisations représentatives locales, leur volonté de s'investir dans la mise en œuvre du programme-cadre.

Article 1.7.10-12. § 1<sup>er</sup>. Si le nombre de candidatures recevables est supérieur au nombre d'écoles qui peuvent être sélectionnées ou pour les besoins de l'appariement visé à l'article 1.7.10-17, le Gouvernement procède à un premier classement des écoles sur avis de la Commission d'agrément et de sélection visé à la sous-section 9, en fonction des points obtenus pour chacun des critères suivants :

- 1° avoir déposé une candidature recevable qui n'a pas été retenue lors d'un précédent appel : 5 points ;
- 2° avoir rencontré au cours des quatre dernières années scolaires ou être aux prises avec une situation de harcèlement ou de cyberharcèlement scolaire ou de détérioration du climat scolaire : 10 points. Les écoles démontrent remplir ce critère notamment en apportant la preuve d'une intervention ou d'une demande d'intervention auprès d'un intervenant extérieur à l'école en raison d'une situation de harcèlement ou de cyberharcèlement ou en lien avec une détérioration du climat scolaire, en produisant le résultat d'une enquête ou de l'utilisation d'un outil de diagnostic permettant d'objectiver la nécessité d'un accompagnement spécifique en matière de harcèlement ou de cyberharcèlement scolaire.

Si l'application des critères visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne permet pas de départager et donc de sélectionner les écoles, le Gouvernement poursuit le classement des écoles sur avis de la Commission d'agrément et de sélection visé à la sous-section 9, en attribuant 5 points à celles qui ont un ou plusieurs objectif(s) d'amélioration permettant au système éducatif d'accroître les indices du bien-être à l'école et de l'amélioration du climat scolaire inscrits dans leur contrat d'objectifs.

Si l'application des critères visés à aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, ne permet toujours pas de départager et donc de sélectionner les écoles, le Gouvernement poursuit le classement des écoles sur avis de la Commission d'agrément et de sélection visé à la sous-section 9, en fonction des points obtenus pour chacun des critères suivants :

1° la volonté des acteurs de l'école à s'investir dans un programme-cadre démontrée par l'articulation entre le contenu du programme-cadre et les orientations pédagogiques et éducatives, les ressources humaines et matérielles et les modalités organisationnelles qui sont proposées par l'école dans sa candidature: de 0 à 5 points ;

2° la manière dont l'école envisage le développement de partenariats avec des acteurs internes et externes à l'école en lien avec la prévention et la lutte contre le harcèlement et/ou le cyberharcèlement scolaires : de 0 à 5 points.

Les écoles les mieux classées en application des critères de l'alinéa 1<sup>er</sup>, des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ou des alinéas 1<sup>er</sup> à 3, selon le cas, sont sélectionnées jusqu'à ce que le budget disponible visé à l'article 1.7.10-10 soit épuisé.

En fin de classement, si deux ou plusieurs écoles disposant du même nombre de points doivent être départagées, le Gouvernement sélectionne les écoles en prenant en compte leur catégorie au sens de l'article 1.7.10-18 de manière à optimiser la consommation du budget encore disponible. Lorsque le budget encore disponible permet de sélectionner une école d'une catégorie donnée, les écoles disposant du même nombre de points et relevant de ladite catégorie sont départagées par tirage au sort.

À l'issue du processus de sélection visé par le présent paragraphe, les écoles sélectionnées font l'objet d'un appariement avec un opérateur agréé conformément à l'article 1.7.10-17.

§ 2. Par dérogation aux articles 1.7.10-9 et 1.7.9-10, lorsque le nombre d'écoles n'ayant pas participé au programme-cadre est égal ou inférieur au nombre d'écoles qui peuvent être sélectionnées en fonction du budget disponible et sous réserve des possibilités d'appariement visées à l'article 1.7.10-17, le Gouvernement informe les écoles candidates de leur sélection au programme-cadre. Le Gouvernement informe également les écoles non retenues au programme-cadre.

#### Sous-section 4. — Des opérateurs agréés

Article 1.7.10-13. Les missions des opérateurs s'exercent en coordination avec le délégué en charge du climat scolaire et du bien-être à l'école et sont les suivantes :

1° accompagner les écoles dans la réalisation de leur diagnostic ;

2° accompagner les écoles dans l'élaboration de leur programme-cadre et dans l'élaboration de leur plan de formation ;

3° accompagner la planification de la mise en œuvre du programme-cadre et du plan de formation visé au 2° ;

4° coordonner et assurer le suivi de la mise en œuvre des différentes actions en partenariat avec le « délégué en charge du climat scolaire et du bien-être à l'école » ;

5° aider à la communication générale autour du programme-cadre vers les différents acteurs de l'école (parents, CPMS, élèves, etc.) ;

6° rendre les équipes éducatives durablement autonomes.

Article 1.7.10-14. Tous les quatre ans au moins, le Gouvernement publie un appel à candidatures dans lequel il fixe les modalités de dépôt des candidatures.

Sur avis de la Commission d'agrément et de sélection, le Gouvernement agréé pour quatre ans un nombre d'opérateurs suffisant pour accompagner les écoles dans la mise en œuvre de leur programme-cadre.

Article 1.7.10-15. Seuls les opérateurs répondant aux conditions suivantes peuvent être agréés :

1° être une entreprise au sens de l'article I.1, 1°, du Code de droit économique ;

2° disposer d'une expertise de minimum trois ans en gestion de projets et en accompagnement d'organisations ;

3° disposer d'une capacité d'accompagnement de 5 à 10 écoles par an ;

4° produire un indice de stabilité du personnel avec un taux de rotation des membres du personnel inférieur à trente pour cent sur les trois dernières années ;

5° démontrer avoir développé une expérience d'au moins trois années dans le développement de conduite de projets préventifs ou curatifs en matière de harcèlement et cyberharcèlement ou de climat scolaire ou identifier la personne disposant de cette expérience que l'opérateur s'adjoindra s'il est agréé ;

6° disposer d'un programme de formation continue de ses équipes.

Article 1.7.10-16. Le Gouvernement fixe les modalités d'évaluation des opérateurs et la procédure de retrait de l'agrément.

#### Sous-section 5. — De l'appariement entre les écoles sélectionnées et les opérateurs agréés

Article 1.7.10-17. § 1<sup>er</sup>. Avant d'attribuer les opérateurs aux écoles sélectionnées, la Commission d'agrément et de sélection calcule pour chaque zone le rapport entre les écoles participantes et la capacité d'encadrement offerte par les opérateurs.

La Commission d'agrément et de sélection attribue un opérateur aux écoles sélectionnées par zone, indépendamment du type d'école, en commençant par la zone dans laquelle le rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est le moins favorable et en poursuivant avec les autres zones sur la base du même critère. Pour attribuer un opérateur aux écoles sélectionnées par zone, la Commission d'agrément et de sélection prend en compte, lorsque cela est possible, la préférence émise par l'opérateur sur le niveau d'enseignement de l'école accompagnée.

§ 2. Si le nombre d'opérateurs est suffisant pour couvrir les besoins de toutes les écoles de toutes les zones, la Commission d'agrément et de sélection tire au sort les opérateurs qui ont indiqué pouvoir intervenir dans la zone concernée en commençant par les opérateurs qui ont indiqué ne pouvoir intervenir que dans la zone concernée et leur attribue des écoles dans l'ordre de leur tirage au sort jusqu'à atteindre leur capacité d'encadrement maximale.

§ 3. Si le nombre d'opérateurs est insuffisant pour couvrir les besoins de toutes les écoles de toutes les zones, la Commission d'agrément et de sélection attribue selon la procédure de tirage au sort visée au paragraphe 2, des opérateurs aux écoles les mieux classées au regard des critères de l'article 1.7.10-12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> à 3, jusqu'à atteindre cent pour cent de la capacité maximale d'encadrement des opérateurs qui ont indiqué ne pouvoir intervenir que dans la zone concernée et septante pour cent de la capacité d'encadrement maximale des opérateurs qui ont indiqué pouvoir intervenir dans plusieurs zones.

Elle attribue ensuite les opérateurs aux écoles des autres zones dans l'ordre visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, jusqu'à atteindre les pourcentages visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Après avoir attribué les opérateurs aux écoles de toutes les zones en application de la procédure prévue aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, la Commission d'agrément et de sélection attribue un opérateur aux écoles qui ne s'en sont pas encore vu attribuer en commençant par les écoles de la zone dans laquelle le rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est le moins favorable et en veillant à ce que la même proportion d'écoles de chaque zone se voie attribuer un opérateur.

§ 4. A l'issue du processus d'appariement, s'il existe encore des possibilités d'encadrement non satisfaites dans certaines zones, la Commission d'agrément et de sélection peut appairer des écoles non sélectionnées au départ en appliquant l'ordre de la suite du classement des écoles au regard des critères de l'article 1.7.10-12, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> à 3. En cas d'égalité entre deux ou plusieurs écoles pouvant être appariées, il est fait application de l'article 1.7.10-12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6.

§ 5. A l'issue du processus d'appariement, la Commission d'agrément et de sélection remet au Gouvernement :

1° son avis sur la recevabilité des candidatures des écoles, leur sélection et, le cas échéant, leur classement conformément aux articles 1.7.10-11 et 1.7.10-12 ;

2° Ses propositions d'appariement entre les écoles sélectionnées et les opérateurs agréés établies conformément au présent article.

Le Gouvernement rend sa décision. Le secrétariat de la Commission d'agrément et de sélection informe les écoles de leur sélection ou de leur non-sélection et, en cas de sélection, de l'opérateur agréé qui leur est attribué. Il informe également les opérateurs agréés concernés.

Sous-section 6. — Du subventionnement des opérateurs agréés chargés de l'accompagnement d'écoles

Article 1.7.10-18. Les écoles sélectionnées sont réparties en catégories en fonction de leur population et du type d'enseignement, comme suit :

1° dans l'enseignement ordinaire :

- a) les écoles de moins de 200 élèves font partie de la catégorie 1 ;
- b) les écoles comportant entre 201 et 300 élèves font partie de la catégorie 2 ;
- c) les écoles comportant de 301 à 400 élèves font partie de la catégorie 3 ;
- d) les écoles ayant plus de 400 élèves font partie de la catégorie 4 ;

2° dans l'enseignement spécialisé :

- a) les écoles de moins de 100 élèves font partie de la catégorie 1 ;
- b) les écoles comportant entre 101 et 150 élèves font partie de la catégorie 2 ;
- c) les écoles comportant entre 151 et 200 élèves font partie de la catégorie 3 ;
- d) les écoles ayant plus de 200 élèves font partie de la catégorie 4.

Article 1.7.10-19. Le subventionnement des opérateurs agréés est forfaitaire par école, par an et est fonction du nombre et de la catégorie des écoles définies à l'article 1.7.10-18 qu'ils sont chargés d'accompagner, selon ce qui suit :

1° pour les écoles d'enseignement ordinaire :

Enseignement ordinaire				
	Catégorie 1 (moins de 200 élèves)	Catégorie 2 (entre 201 et 300 élèves)	Catégorie 3 (entre 301 et 400 élèves)	Catégorie 4 (plus de 400 élèves)
Année 1	1500 €	2000 €	2500 €	2500 €
Année 2	3000 €	4000 €	5000 €	5000 €
Année 3	3000 €	4000 €	5000 €	5000 €
Année 4	1000 €	1500 €	2000 €	2000 €

2° pour les écoles d'enseignement spécialisé :

Enseignement spécialisé				
	Catégorie 1 (moins de 100 élèves)	Catégorie 2 (entre 101 et 150 élèves)	Catégorie 3 (entre 151 et 200 élèves)	Catégorie 4 (plus de 200 élèves)
Année 1	1500 €	1500 €	2000 €	2500 €
Année 2	3000 €	3000 €	4000 €	5000 €
Année 3	3000 €	3000 €	4000 €	5000 €
Année 4	1000 €	1000 €	1500 €	2000 €

Article 1.7.10-20. Le Gouvernement fixe les modalités et délais de liquidation de la subvention dans le respect du principe de l'annualité budgétaire.

Les opérateurs justifient l'utilisation de leur subvention dans le délai et selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut prévoir que les subventions sont réduites ou que leur liquidation est suspendue tant que les opérateurs n'ont pas justifié l'utilisation de leurs subventions selon les modalités prévues en exécution de l'alinéa 2.

Sous-section 7. — Du programme spécifique de formation en matière de climat scolaire, de prévention et de lutte contre le harcèlement et le cyberharcèlement

Article 1.7.10-21. § 1<sup>er</sup>. Complémentairement à la formation professionnelle continue visée par le Livre 6, Titre 1<sup>er</sup>, chaque école sélectionnée dans le programme-cadre déploie l'ensemble de formations spécifiques en matière de climat scolaire, de prévention et de lutte contre le harcèlement et le cyberharcèlement visé à l'article 1.7.10-7, alinéa 2, 5°.

Les formations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont exclusivement réservées aux écoles qui participent au programme-cadre et sont destinées aux membres des personnels desdites écoles. L'accès à certaines formations spécifiques peut être limité à certains membres de l'équipe éducative.

Les formations visées au présent article répondent aux critères minimaux visés à l'article 6.1.5-11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 2. La formation en vue d'assurer et de coordonner adéquatement le programme-cadre visée à l'article 1.7.10-7, alinéa 2, 5°, a), est organisée par l'opérateur agréé compétent pour l'école concernée.

Cette formation est exclusivement réservée au directeur et au délégué en charge du climat scolaire et du bien-être à l'école visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 13., du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs.

Cette formation est organisée durant la première ou la deuxième phase du programme-cadre.

§ 3. La formation visée à l'article 1.7.10-7, alinéa 2, 5°, b), est dispensée par l'opérateur agréé compétent par l'école concernée ou, à défaut, elle est organisée par l'Observatoire du climat scolaire, en concertation avec l'Institut de la Formation professionnelle continue.

Cette formation est dispensée à l'ensemble des membres des personnels de l'école concernée.

Cette formation est organisée durant la deuxième phase du programme-cadre et s'étend sur un maximum de deux demi-jours de formation par année scolaire.

Lorsqu'elle est dispensée par un opérateur agréé, la formation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est préalablement approuvée par l'Observatoire du climat scolaire, en concertation avec l'Institut de la Formation professionnelle continue.

§ 4. La ou les formations visées à l'article 1.7.10-7, alinéa 2, 5°, c), sont organisées par l'Observatoire du climat scolaire, en concertation avec l'Institut de la Formation professionnelle continue.

L'Observatoire du climat scolaire développe une offre de formation spécifique pour les écoles qui participent au programme-cadre afin de répondre à des besoins de formations qui ne peuvent pas être satisfaits dans le cadre de la formation professionnelle continue ou par les formations visées au paragraphe 3.

L'Institut de la Formation professionnelle continue, en concertation avec l'Observatoire, assure la coordination des formations visées au présent paragraphe.

§ 5. Pour les membres de l'équipe éducative de l'école, les demi-jours de formation spécifique visés aux paragraphes 2 à 4 s'inscrivent dans la formation professionnelle continue organisée au niveau interréseaux répondant à des besoins collectifs visée à l'article 6.1.3-4, § 1<sup>er</sup>.

Lorsqu'une école participe au programme-cadre, son plan de formation est adapté conformément à l'article 6.1.4-2 pour prendre en compte les compétences à développer en matière de climat scolaire, de prévention et de lutte contre le harcèlement et le cyberharcèlement scolaires.

#### Sous-section 8. — Du soutien aux écoles participantes

Article 1.7.10-22. Pour toute la durée du programme-cadre, les écoles participantes bénéficient de l'octroi d'une période supplémentaire afin de permettre la désignation d'une personne en tant que « délégué en charge du climat scolaire et du bien-être à l'école » dont le rôle est de coordonner et soutenir l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du programme-cadre.

En aucun cas, l'octroi de cette période ne peut conduire à une nomination ou à un engagement à titre définitif.

Le Gouvernement arrête les conditions dans lesquelles l'utilisation de la période supplémentaire doit être justifiée et celles dans lesquelles le retrait de celle-ci peut intervenir.

#### Sous-section 9. — De la Commission d'agrément et de sélection

Article 1.7.10-23. § 1<sup>er</sup>. Une commission d'agrément et de sélection est instituée par le Gouvernement.

La commission est composée :

- 1° d'un agent de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ;
- 2° d'un agent de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ;
- 3° de deux membres de l'Observatoire du climat scolaire ;
- 4° du Délégué général aux droits de l'enfant ou de son représentant ;
- 5° d'un représentant du cabinet du ministre de l'Enseignement ;
- 6° d'un expert du pôle d'expertise visé à l'article 1.7.10-26 § 2 ;
- 7° d'un représentant proposé par Wallonie-Bruxelles Enseignement ;
- 8° d'un représentant des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné ;
- 9° d'un représentant des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre confessionnel subventionné ;
- 10° d'un représentant des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre non confessionnel subventionné.

La commission est présidée par un des membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.

Le secrétariat de la commission est assuré par le membre de la Direction Générale de l'Enseignement Obligatoire.

Le Gouvernement désigne les membres de la Commission d'agrément.

§ 2. La commission d'agrément et de sélection émet des avis au Gouvernement sur :

- 1° la recevabilité des candidatures des écoles, leur sélection et, le cas échéant, leur classement ;
- 2° la recevabilité des demandes d'agrément des opérateurs, leur agrément et subventionnement ;
- 3° l'appariement entre les écoles sélectionnées et les opérateurs agréés.

#### Section 4. — Des Plateformes zonales

Article 1.7.10-24. Le directeur de zone :

1° organise des réunions d'échange de pratiques et d'interventions à destination des écoles de la zone engagées dans un programme-cadre et des opérateurs les accompagnant ;

2° prend toute autre initiative destinée à faire connaître ou soutenir les actions des écoles de la zone et des opérateurs dans le cadre de la mise en œuvre des programmes-cadres.

#### Section 5. — De l'Observatoire du climat scolaire

Article 1.7.10-25. § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Observatoire du climat scolaire au sein de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif qui a pour missions :

1° la veille, le pilotage de recherches et l'évaluation de la politique structurelle en matière de climat scolaire, de prévention et de lutte contre le harcèlement et le cyberharcèlement scolaires. L'observation de la prévalence du harcèlement à même de s'opérer au travers notamment du suivi des programmes-cadres des écoles et de l'évaluation générale de la politique structurelle établie par le présent chapitre, devra permettre d'identifier les stéréotypes les plus courants qui participent des dynamiques relationnelles marquées par le harcèlement scolaire ;

2° la mise à disposition d'outils, de formations et le suivi des programmes-cadres dans la prévention et la prise en charge du harcèlement et du cyberharcèlement scolaires ;

3° la mise en réseau d'acteurs impliqués dans la politique structurelle en matière de climat scolaire, de prévention et de lutte contre le harcèlement et le cyberharcèlement scolaires.

§ 2. L'Observatoire du climat scolaire organise et assure le secrétariat :

1° d'un pôle d'expertise chargé d'orienter et d'aviser l'Observatoire du climat scolaire ;

2° d'un forum au sein duquel les pratiques et expériences sont échangées et synthétisées.

Article 1.7.10-26. § 1<sup>er</sup>. Le pôle d'expertise documente et soutient le personnel de l'Observatoire du climat scolaire dans l'exercice de ses missions.

Il est chargé de remettre des avis, des conseils et des propositions aux membres du personnel de l'Observatoire du climat scolaire.

Il se réunit au moins deux fois par an.

§ 2. Le pôle d'expertise est composé :

1° d'un expert académique spécialisé de chaque université, dont au moins un expert en pédopsychiatrie et en approche intégrée de la dimension de genre ;

2° d'un représentant(e) du Gouvernement désigné(s) par le ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions ;

3° de l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou de son délégué ;

4° d'un agent de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ;

5° d'un agent de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Tous les cinq ans, le Gouvernement nomme les membres effectifs du pôle d'expertise visés aux 1°, 2°, 4° et 5° et leur suppléant.

Le pôle d'expertise adopte son règlement d'ordre intérieur. Il peut associer un ou plusieurs experts à ses travaux à titre d'invité.

Article 1.7.10-27. Le forum est organisé semestriellement par l'Observatoire du climat scolaire. Il s'agit d'un lieu d'échange autour de la prévalence du harcèlement et du cyberharcèlement scolaires, des pratiques pédagogiques en la matière et de la mise en œuvre des programmes-cadres, dont la composition varie en fonction de la thématique particulière soumise à sa réflexion par l'Observatoire du climat scolaire.

Il réunit de manière équilibrée :

1° des écoles en cours de programme-cadre ;

2° des opérateurs qui les accompagnent ;

3° des représentants académiques du pôle d'expertise ;

4° des représentants des services du Gouvernement

5° un représentant de la ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1°, il est veillé à assurer un équilibre en termes de type et forme d'enseignement, de localisation des écoles et de progression dans les différentes phases du programme-cadre.

Selon les thématiques spécifiques abordées, peuvent également y être invitées toute personne ou institution susceptible d'y apporter son expertise.

Ses travaux complètent ceux du pôle d'expertise. Ils font l'objet d'un compte-rendu mis en ligne sur le site de l'Observatoire du climat scolaire. ».

## TITRE II. — DISPOSITIONS FINALES

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions modificatives

**Art. 2.** Dans le Livre 1<sup>er</sup>, Titre 7, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, l'intitulé du chapitre 9 est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre 9 – De la prévention de la violence à l'école et de la discipline ».

**Art. 3.** Dans le même Code, l'article 1.7.9-1 est abrogé.

**Art. 4.** Dans l'article 6.1.5-5 du même Code, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un 11° rédigé comme suit : « 11° rédigé par l'Observatoire du climat scolaire visé à l'article 1.7.10-25. ».

**Art. 5.** Dans l'article 9, § 1<sup>er</sup>, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, le 13. est remplacé par ce qui suit : « 13. délégué en charge du climat scolaire et du bien-être à l'école ; ».

### CHAPITRE 2. — Disposition abrogatoire

**Art. 6.** La section VI du chapitre 1<sup>er</sup> du titre II du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire est abrogée.

### CHAPITRE 3. — Disposition transitoire

**Art. 7.** La procédure de signalement interne à l'école et de prise en charge des situations de harcèlement et de cyberharcèlement scolaires visée à l'article 1.7.10-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement est établie pour la première fois et est mentionnée dans le règlement d'ordre intérieur de chaque école pour le 26 août 2024.

### CHAPITRE 4. — Dispositions finales

**Art. 8.** Le Gouvernement évalue la mise en œuvre des dispositions du chapitre 10 du Livre 1<sup>er</sup>, Titre 7, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire inséré par le présent décret tous les quatre ans, et en fait rapport au Parlement.

Il transmet le rapport d'évaluation au Parlement au cours de l'année civile 2027.

**Art. 9.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles le 27 avril 2023.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—————  
Note

*Session 2022-2023*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 528-1. — Rapport de commission, n°528-2. — Texte adopté en  
séance plénière, n° 528-3

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 26 avril 2023.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/42324]

**27 APRIL 2023. — Decreet betreffende de verbetering van het schoolklimaat  
en het voorkomen van pesten en cyberpesten op school**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**TITEL I. — BEPALING TOT WIJZIGING VAN HET WETBOEK VOOR HET BASIS- EN SECUNDAIR ONDERWIJS  
MET BETREKKING TOT HET WELZIJN VAN LEERLINGEN, DE VERBETERING VAN HET SCHOOLKLIMAAT  
EN DE PREVENTIE VAN PESTEN EN CYBERPESTEN**

**Artikel 1.** In Boek 1, Titel 7, wordt het volgende hoofdstuk 10 ingevoegd:

"Hoofdstuk 10 - Welzijn van leerlingen, verbetering van het schoolklimaat en voorkoming van pesten en  
cyberpesten

*Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Artikel 1.7.10-1. In dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° "collectieve acties": acties die erop gericht zijn alle actoren of een categorie actoren in een school of  
scholengemeenschap te bereiken;

2° "groepsacties": acties gericht op een bepaalde groep, zoals een klasse of een groep individuen;

3° "individuele acties": acties gericht op het bereiken van een specifiek individu of specifieke individuen;

4° "schoolklimaat": het klimaat binnen een school of klas dat gekenmerkt wordt door de volgende elementen:

a) de relationele omgeving, die de kwaliteit van de betrekkingen tussen actoren of groepen actoren in de school  
omvat;

b) de normatieve omgeving en de democratische praktijken, die elementen samenbrengen met betrekking tot de  
opstelling van regels, de toepassing ervan binnen de schoolgemeenschap en de processen van participatie en collectieve  
besluitvorming die daaraan geheel of gedeeltelijk ten grondslag liggen;

c) het pedagogisch klimaat, dat elementen omvat die verband houden met de ontwikkeling van kennis en  
vaardigheden op school;

d) de fysieke omgeving, die de fysieke omstandigheden en de infrastructuur van de school omvat;

5° "zonale intervisie": intervisie en uitwisseling van praktijken georganiseerd op het niveau van zonale platforms.

Artikel 1.7.10-2. Met dit hoofdstuk wordt beoogd de scholen, onder de daarin gestelde voorwaarden en nadere  
regels, instrumenten aan te reiken om invloed uit te oefenen op de verschillende elementen die het schoolklimaat  
kenmerken, teneinde het welzijn van de leerlingen te bevorderen, het gemeenschapsleven en de voor het leren  
bevorderlijke sereniteit te verbeteren, en pesten en cyberpesten te voorkomen en te bestrijden.

In aanvulling op het bepaalde in afdeling 2 is elke in artikel 1.7.10-6 bedoelde school verplicht deel te nemen aan  
het in afdeling 3 bedoelde kaderprogramma.

*Afdeling 2. — Welzijn van de leerlingen en schoolklimaat*

Artikel 1.7.10-3. § 1. De directeur en het onderwijsteam ontwikkelen een schoolklimaat dat het welzijn van de  
leerlingen, het samenleven en een sereniteit die bevorderlijk is voor het leren, bevordert. Zij streven naar verbetering  
van de situatie van de leerlingen, zowel wat betreft hun academische vooruitgang als hun persoonlijke ontwikkeling.

§ 2. Het multidisciplinaire team van het PMS-centrum en de dienst voor gezondheidsbevordering op school dragen  
bij tot de verwezenlijking van de in lid 1 bedoelde doelstellingen.

§ 3. Het multidisciplinaire team van het PMS-centrum werkt samen aan deze doelstellingen, op het raakvlak tussen  
de schoolwereld en die daarbuiten.

Hij vergezelt op verzoek elke leerling, ouder of lid van het onderwijsteam.



Hij steunt alle collectieve inspanningen om het schoolklimaat te verbeteren. Hij reageert met passende interventies op situaties die als problematisch zijn aangemerkt.

§ 4. De directeur organiseert jaarlijks een bijeenkomst tussen vertegenwoordigers van het onderwijsteam, het PMS-centrum en de dienst voor gezondheidsbevordering op school. De bijeenkomst kan openstaan voor andere actoren die met de school samenwerken.

De aan een bepaalde school toegewezen schoolbemiddelaar wordt bij de vergadering betrokken.

Deze vergadering heeft tot doel:

1° uitwisseling op:

a. de educatieve, pedagogische en schoolprojecten bedoeld in de artikelen 1.5.1-2 en 1.5.1-5 ;

b. het project van het PMS-centrum;

c. het schoolproject voor gezondheidsbevordering;

d. het dienstverleningsplan van de schoolbemiddelingsdienst wanneer een bemiddelaar aan de school wordt toegewezen;

2° de specifieke behoeften van de school op het gebied van welzijn van jongeren, schoolbehoud, preventie van geweld op school en ondersteuning van schoolbegeleiding vast te stellen;

3° de prioriteiten voor de komende jaren vast te stellen;

4° vast te stellen welke interne en externe middelen kunnen worden ingezet;

5° de rol van elke persoon specificeren en inzonderheid voor elke geselecteerde prioriteit een referentiepersoon aan te wijzen;

6° indien een schoolbemiddelaar aan een school wordt toegewezen, een samenwerkingsprotocol tussen de betrokken actoren vast te stellen;

7° een evaluatie opstellen van de ondernomen acties en de ontwikkelde samenwerkingsverbanden.

§ 5. Wanneer de lokale overlegcel is opgericht, worden inzonderheid binnen deze eenheid de in punt 4 bedoelde raadplegingen en acties georganiseerd.

Artikel 1.7.10-4. De directeur en het onderwijsteam stellen een procedure vast voor de interne melding en afhandeling van situaties van pesten op school en cyberpesten. Deze procedure heeft tot doel situaties van schoolpesten en cyberpesten op te sporen, de betrokken leerlingen door te verwijzen en de geconstateerde situaties, afhankelijk van de beschikbare vaardigheden en/of de ernst van de situatie, binnen de school of met externe partijen af te handelen. Deze procedure specificeert:

1° de wijze van registratie van de signalering,

2° de fasen van de procedure, van melding tot verwerking;

3° de maximumtermijnen voor de verwerking van de signalering;

4° de identificatie van de informatie- en contactpersonen.

Deze procedure wordt goedgekeurd door de inrichtende machten en wordt vermeld in het in artikel 1.5.1-9 bedoelde huishoudelijk reglement van de school.

Deze procedure wordt aan het begin van elk schooljaar door een lid van het onderwijsteam aan de leerlingen uitgelegd. Deze procedure wordt regelmatig door de inrichtende macht of haar afgevaardigde meegedeeld aan alle ouders, alle personeelsleden van de school en de leden van het multidisciplinaire team van het bevoegde PMS-centrum.

Artikel 1.7.10-5. Scholen hebben toegang tot inhoud die is geproduceerd en gevalideerd door het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat.

### Afdeling 3 . — *Het kaderprogramma ter verbetering van het schoolklimaat door het voorkomen en bestrijden van pesten en cyberpesten*

#### Onderafdeling 1 . — Toepassingsgebied

Artikel 1.7.10-6. Het in deze afdeling bedoelde kaderprogramma is bestemd voor leerlingen in het basis- en secundair onderwijs, zowel in het gewoon als in het gespecialiseerd onderwijs.

In het gewoon secundair onderwijs is het kaderprogramma ontworpen voor leerlingen in de jaren 1, 2 en 3.

In het gespecialiseerd secundair onderwijs is het kaderprogramma bestemd voor leerlingen in de eerste twee fasen.

In afwijking van de leden 1 tot en met 3 kunnen de collectieve acties van het kaderprogramma gericht zijn op alle leerlingen en actoren van een school.

#### Onderafdeling 2 - Inhoud van het kaderprogramma

Artikel 1.7.10-7. Het kaderprogramma is een voor elke geselecteerde school specifiek programma van acties en steun voor de preventie en aanpak van pesten en cyberpesten op school en voor de verbetering van het schoolklimaat.

De geselecteerde scholen worden in het kaderprogramma op de volgende manieren ondersteund:

1° ondersteuning door operatoren als bedoeld in artikel 1.7.10-10;

2° toegang tot zonale intervisies en fora voor de uitwisseling van praktijken tussen schoolprofessionals;

3° ondersteuning bij de uitwerking en/of herziening van de procedure bedoeld in artikel 1.7.10-4;

4° steun voor het in werking stellen van de in artikel 1.7.10-5 bedoelde instrumenten;

5° een reeks specifieke opleidingen over schoolklimaat, preventie en de strijd tegen het pesten en cyberpesten, opgezet overeenkomstig artikel 1.7.10-21 en bestaande uit:

a) opleiding voor een goede uitvoering en coördinatie van het kaderprogramma;

b) opleiding om te zorgen voor een gemeenschappelijk begrip van het verschijnsel pesten en cyberpesten, de gevolgen ervan, het juridisch kader en de waarde van de uitvoering van een gecoördineerd programma binnen de school.

c) In voorkomend geval, een of meer opleidingen die door het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat worden georganiseerd overeenkomstig artikel 1.7.10-21.

Artikel 1.7.10-8. § 1. Het kaderprogramma bestaat uit drie soorten acties:

1° de minimale verplichte acties die de geselecteerde scholen moeten uitvoeren;

2° aanvullende acties die aan de vrije keuze van de geselecteerde scholen worden overgelaten;

3° aanvullende acties die door de geselecteerde scholen vrij worden voorgesteld.

De acties zijn individueel, groepsgewijs of collectief. Ze zijn eenmalig of structureel. De leerlingen worden er zoveel mogelijk bij betrokken.

§ 2. De minimale verplichte acties die in en door de geselecteerde scholen moeten worden uitgevoerd, zijn de volgende:

- 1° de opleiding bedoeld in artikel 1.7.10-7, tweede lid, 5°, b);
- 2° de toepassing van instrumenten voor conflictbeheersing, waaronder ten minste het opzetten van gereglementeerde discussiefora;
- 3° het organiseren van informatiesessies die specifiek gericht zijn op het probleem van cyberpesten, in een preventieve aanpak, voor alle leden van het schoolpersoneel, alsook voor ouders en leerlingen;
- 4° het informeren van ouders en leerlingen over de deelname van de school aan het kaderprogramma en de inhoud ervan.

§ 3. De aanvullende acties die aan de vrije keuze van de geselecteerde scholen worden overgelaten zijn de volgende:

- 1° de oprichting van een interventiecel, bestaande uit één of meer opgeleide hulpverleners die bevoegd zijn om doeltreffend op te treden in geval van pesten op school of cyberpesten;
- 2° de uitvoering van acties om pesten op school en cyberpesten te voorkomen in verband met de elementen die het schoolklimaat kenmerken.

Elke school voert ten minste drie aanvullende acties uit, waarbij elke actie, bedoeld in het eerste lid, 2°, geldt als één aanvullende actie.

§ 4. Aanvullende acties die door de school vrij worden voorgesteld, zijn acties die bijdragen tot de preventie en de aanpak van pesten en cyberpesten en tot de verbetering van het schoolklimaat, die niet onder de minimale of aanvullende acties vallen.

Artikel 1.7.10-9. § 1. Het kaderprogramma strekt zich uit over vier schooljaren. Het bestaat uit drie fasen, die scholen moeten leiden naar autonomie bij de voortdurende verbetering van hun schoolklimaat en bij de preventie en aanpak van pesten op school en cyberpesten:

- 1° de eerste fase duurt maximaal zes maanden;
- 2° de tweede fase duurt twee jaar;
- 3° de derde fase duurt een jaar.

§ 2. In de eerste fase, na een diagnose van de reeds ondernomen acties en van de behoeften, bepalen het onderwijsteam en de aan de school toegewezen operator samen de inhoud, de actoren, de planning en de uitvoeringsmodaliteiten van het kaderprogramma dat in de tweede en derde fase zal worden uitgevoerd en geëvalueerd.

Op basis van de voorgestelde elementen, bedoeld in de eerste alinea, beslissen de inrichtende macht, in overleg met het onderwijsteam, en de aan de betrokken school toegewezen operator samen over de door de operator uit te voeren acties en leggen deze schriftelijk vast. De inrichtende macht zendt een kopie van het actieplan aan het Observatorium voor het schoolklimaat bedoeld in artikel 1.7.10-25.

De acties kunnen in de eerste fase beginnen.

§ 3. In de tweede fase wordt het in de eerste fase vastgestelde kaderprogramma uitgevoerd.

§ 4. In de derde fase wordt de uitvoering van het kaderprogramma voortgezet: de school neemt deel aan de zonale intervisies, evalueert de uitvoering van het kaderprogramma volgens de door de regering vastgestelde nadere regels en integreert de autonome follow-up van de in de vorige fasen ontwikkelde acties en hun evolutie.

§ 5. De voor de uitvoering van een kaderprogramma geselecteerde school brengt in haar stuurplan en/of in de tussentijdse evaluatie van haar doelstellingenovereenkomst verslag uit over de opzet, de uitvoering en de evaluatie van het kaderprogramma.

### Onderafdeling 3 . — *Selectie van deelnemende scholen*

Artikel 1.7.10-10. De regering maakt jaarlijks een oproep tot het indienen van kandidaturen bekend waarin zij de nadere regels voor het indienen van kandidaturen uiteenzet. Afhankelijk van de beschikbare begroting bevat deze oproep een raming van het aantal scholen dat kan worden geselecteerd.

De regering kan in hetzelfde jaar een nieuwe oproep tot het indienen van aanvragen doen indien de vorige oproep niet heeft geleid tot de selectie van voldoende scholen om de beschikbare begroting op te gebruiken.

Artikel 1.7.10-11. Alleen aanvragen die binnen de termijn door de inrichtende machten zijn ingediend en die aantonen dat hun school aan de volgende voorwaarden voldoet, worden aanvaard:

- 1° niet eerder aan het kaderprogramma te hebben deelgenomen;
- 2° hebben deelgenomen aan een voorlichtingsbijeenkomst over het kaderprogramma;
- 3° blijf geven van de bereidheid van het onderwijsteam om te investeren in de uitvoering van het kaderprogramma;
- 4° de bereidheid van de studenten aantonen om zich in te zetten voor de uitvoering van het kaderprogramma;
- 5° aantonen dat de ouders bereid zijn te investeren in de uitvoering van het kaderprogramma.

De betrokkenheid van de in het eerste lid, 3°, 4° en 5° bedoelde personen kan door de inrichtende macht worden aangetoond:

- 1° door mededeling van het advies van de Participatieraad, dat bij het aanvraagdossier moet worden gevoegd;
- 2° door mededeling van het advies van het plaatselijk sociaal overlegorgaan, dat bij het aanvraagdossier moet worden gevoegd;
- 3° voor de studiejaren bedoeld in artikel 1.5.3-6, § 1, eerste lid, door de mededeling van het advies van alle afgevaardigden van de leerlingen, dat bij het aanvraagdossier moet worden gevoegd;
- 4° door de mededeling van het advies van de oudervereniging van de school;
- 5° in voorkomend geval door verwijzing naar de doelstellingenovereenkomst van de school;
- 6° door notulen van vergaderingen op te stellen;
- 7° met elk ander middel aantonen dat zij zijn geraadpleegd en rechtstreeks of via hun plaatselijke vertegenwoordigende organisaties hun bereidheid te kennen hebben gegeven om bij de uitvoering van het kaderprogramma te worden betrokken.

Artikel 1.7.10-12. § 1. Indien het aantal ontvankelijke aanvragen groter is dan het aantal scholen dat kan worden geselecteerd of ten behoeve van de matching bedoeld in artikel 1.7.10-17, gaat de regering op advies van de erkennings- en selectiecommissie bedoeld in onderafdeling 9 over tot een eerste rangschikking van de scholen volgens de punten die voor elk van de volgende criteria zijn behaald:

1° een ontvankelijke aanvraag hebben ingediend die in een vorige oproep tot het indienen van aanvragen niet werd geselecteerd: 5 punten;

2° in de afgelopen vier schooljaren zijn geconfronteerd of te kampen hebben gehad met een situatie van pesten of cyberpesten of een verslechtering van het schoolklimaat: 10 punten. Scholen kunnen aantonen dat zij aan dit criterium hebben voldaan door het bewijs te leveren van een interventie of een verzoek om interventie van een externe partij naar aanleiding van een situatie van pesten of cyberpesten of een verslechtering van het schoolklimaat, of door de resultaten over te leggen van een onderzoek of het gebruik van een diagnostisch instrument waarmee de behoefte aan specifieke ondersteuning op het gebied van pesten of cyberpesten objectief kan worden vastgesteld.

Indien de toepassing van de criteria, bedoeld in het eerste lid, het niet mogelijk maakt de scholen te rangschikken en aldus te selecteren, zet de regering op advies van de erkennings- en selectiecommissie, bedoeld in onderafdeling 9, de rangschikking van de scholen voort door 5 punten toe te kennen aan de scholen die één of meer verbeterdoelstellingen hebben die het onderwijs in staat stellen de indexcijfers van het welzijn op school en de verbetering van het schoolklimaat te verhogen, zoals vastgelegd in hun doelstellingenovereenkomst.

Indien de toepassing van de criteria, bedoeld in het eerste en tweede lid, het nog steeds niet mogelijk maakt de scholen te rangschikken en dus te selecteren, blijft de regering op advies van de erkennings- en selectiecommissie, bedoeld in het negende lid, de scholen rangschikken op basis van de behaalde punten voor elk van de volgende criteria

1° de wil van de actoren van de school om zich aan een kaderprogramma te verbinden, zoals blijkt uit het verband tussen de inhoud van het kaderprogramma en de pedagogische en didactische richtlijnen, de personeel en materiële middelen en de organisatorische regelingen die de school in haar aanvraag voorstelt: van 0 tot 5 punten;

2° de wijze waarop de school de ontwikkeling van partnerschappen met actoren binnen en buiten de school overweegt in verband met de preventie en bestrijding van pesten en/of cyberpesten: van 0 tot 5 punten.

De scholen met de hoogste rang met toepassing van de criteria van lid 1, leden 1 en 2 of leden 1 tot en met 3, worden geselecteerd totdat de in artikel 1.7.10-10 bedoelde beschikbare begroting is opgebruikt.

Aan het einde van de rangschikking, indien twee of meer scholen met hetzelfde aantal punten moeten worden gerangschikt, selecteert de regering de scholen met inachtneming van hun categorie in de zin van artikel 1.7.10-18 teneinde het gebruik van de nog beschikbare begroting te optimaliseren. Wanneer de nog beschikbare begroting de selectie van een school in een bepaalde categorie mogelijk maakt, worden de scholen met hetzelfde aantal punten in die categorie door loting geselecteerd.

Na het in deze paragraaf bedoelde selectieproces worden de geselecteerde scholen overeenkomstig artikel 1.7.10-17 gekoppeld aan een erkende operator.

§ 2. In afwijking van de artikelen 1.7.10-9 en 1.7.9-10 stelt de regering, wanneer het aantal scholen dat niet aan het kaderprogramma heeft deelgenomen gelijk is aan of kleiner is dan het aantal scholen dat op grond van de beschikbare begroting en met inachtneming van de in artikel 1.7.10-17 bedoelde matchingmogelijkheden kan worden geselecteerd, de aanvragende scholen in kennis van hun selectie voor het kaderprogramma. De regering informeert ook de scholen die niet voor het kaderprogramma zijn geselecteerd.

#### Onderafdeling 4. — Erkende operatoren

Artikel 1.7.10-13. De opdrachten van de operatoren worden uitgevoerd in coördinatie met de afgevaardigde belast met het schoolklimaat en het welzijn op school en zijn de volgende:

1° de scholen ondersteunen bij het uitvoeren van hun diagnose;

2° de scholen ondersteunen bij de ontwikkeling van hun kaderprogramma en bij de ontwikkeling van hun opleidingsplan;

3° de planning van de uitvoering van het kaderprogramma en het opleidingsplan bedoeld in 2° begeleiden;

4° de uitvoering van de verschillende acties coördineren en opvolgen in samenwerking met de "afgevaardigde belast met het schoolklimaat en het welzijn op school";

5° meewerken aan de algemene communicatie van het kaderprogramma naar de verschillende actoren in de school (ouders, PMSC, leerlingen, enz.);

6° de onderwijsteams op lange termijn autonoom maken.

Artikel 1.7.10-14. Minstens om de vier jaar maakt de regering een oproep tot kandidaten bekend waarin zij de procedures voor de indiening van kandidaturen uiteenzet.

Op advies van de erkennings- en selectiecommissie erkent de regering voor vier jaar een voldoende aantal operatoren om de scholen te ondersteunen bij de uitvoering van hun kaderprogramma.

Artikel 1.7.10-15. Alleen operatoren die aan de volgende voorwaarden voldoen, kunnen worden erkend:

1° een vennootschap zijn in de zin van artikel I.1, 1°, van het Wetboek van economisch recht;

2° minimaal drie jaar ervaring hebben met projectmanagement en organisatorische ondersteuning;

3° het vermogen hebben om 5 tot 10 scholen per jaar te ondersteunen;

4° een personeelsstabiliteitsindex produceren met een personeelsverloop van minder dan dertig procent in de afgelopen drie jaar;

5° aantonen dat zij ten minste drie jaar ervaring hebben met de ontwikkeling van preventieve of curatieve projecten op het gebied van pesten en cyberpesten of het schoolklimaat, of de persoon met die ervaring aanwijzen op wie de operator een beroep zal doen indien hij wordt goedgekeurd;

6° een programma van permanente opleiding voor zijn teams hebben.

Artikel 1.7.10-16. De regering stelt de nadere regels voor de evaluatie van de operatoren en de procedure voor de intrekking van de erkenning vast.

#### Onderafdeling 5. — Matching tussen geselecteerde scholen en erkende operatoren

Artikel 1.7.10-17. § 1. Alvorens operatoren aan de geselecteerde scholen toe te wijzen, berekent de erkennings- en selectiecommissie voor elke zone de verhouding tussen de deelnemende scholen en het vermogen van de operatoren.

De erkennings- en selectiecommissie wijst een operator toe aan de per zone geselecteerde scholen, ongeacht het type school, te beginnen met de zone waar de in lid 1 bedoelde verhouding het ongunstigst is en verder met de andere zones op basis van hetzelfde criterium. Bij de toewijzing van een operator aan de per zone geselecteerde scholen houdt de erkennings- en selectiecommissie zo mogelijk rekening met de voorkeur van de operator voor het onderwijsniveau van de ondersteunde school.

§ 2. Indien het aantal operatoren voldoende is om de behoeften van alle scholen in alle zones te dekken, selecteert de erkennings- en selectiecommissie bij loting de operatoren die hebben aangegeven dat zij in de betrokken zone kunnen werken, te beginnen met de operatoren die hebben aangegeven dat zij alleen in de betrokken zone kunnen werken, en wijst zij de scholen aan hen toe in de volgorde van de loting totdat zij hun maximale personeelsvermogen hebben bereikt.

§ 3. Indien het aantal operatoren onvoldoende is om de behoeften van alle scholen in alle zones te dekken, wijst de erkennings- en selectiecommissie, volgens de procedure van loting bedoeld in paragraaf 2, operatoren toe aan de scholen met de hoogste rangschikking in het licht van de criteria van artikel 1.7.10-12, § 1, eerste tot en met derde lid, totdat honderd procent van het maximale ondersteuningsvermogen is bereikt van de operatoren die hebben aangegeven alleen in de betrokken zone werkzaam te kunnen zijn en zeventig procent van het maximale ondersteuningsvermogen van de operatoren die hebben aangegeven in meerdere zones werkzaam te kunnen zijn.

Vervolgens wijst hij de operatoren aan de scholen van de andere zones toe in de in § 1, tweede lid, bedoelde volgorde, totdat de in het eerste lid bedoelde percentages zijn bereikt.

Nadat de erkennings- en selectiecommissie overeenkomstig de procedure van de leden 1 en 2 aan de scholen in alle zones operatoren heeft toegewezen, wijst het een operator toe aan de scholen waaraan nog geen operator is toegewezen, te beginnen met de scholen in de zone waar de in lid 1 bedoelde verhouding het ongunstigst is, en zorgt het ervoor dat in elke zone evenveel scholen een operator toegewezen krijgen.

§ 4. Aan het einde van het matchingproces kan de erkennings- en selectiecommissie, indien er op bepaalde gebieden nog niet vervulde ondersteuningsmogelijkheden zijn, scholen matchen die aanvankelijk niet waren geselecteerd, door toepassing van de volgorde van de volgende rangschikking van scholen met betrekking tot de criteria van artikel 1.7.10-12, § 1, eerste tot en met derde lid. In geval van staking van stemmen tussen twee of meer scholen die kunnen worden gematcht, wordt artikel 1.7.10-12, § 1, zesde lid, toegepast.

§ 5. Aan het einde van het matchingproces legt de erkennings- en selectiecommissie aan de regering:

1° haar advies over de ontvankelijkheid van de aanvragen van de scholen, hun selectie en, in voorkomend geval, hun rangschikking overeenkomstig de artikelen 1.7.10-11 en 1.7.10-12;

2° haar voorstellen om de geselecteerde scholen te koppelen aan erkende operatoren die overeenkomstig dit artikel zijn opgericht.

De regering neemt haar beslissing. Het secretariaat van de erkennings- en selectiecommissie stelt de scholen in kennis van hun selectie of niet-selectie en, in geval van selectie, van de aan hen toegewezen erkende operator. Het brengt ook de betrokken erkende operatoren op de hoogte.

Onderafdeling 6. — Subsidiëring van erkende operatoren die belast zijn met de ondersteuning van scholen

Artikel 1.7.10-18. De geselecteerde scholen zijn op grond van hun bevolking en onderwijstype in de volgende categorieën ingedeeld:

1° in het gewoon onderwijs:

- a) scholen met minder dan 200 leerlingen vallen onder categorie 1;
- b) scholen met tussen 201 en 300 leerlingen vallen onder categorie 2;
- c) scholen met 301 tot 400 leerlingen behoren tot categorie 3;
- d) scholen met meer dan 400 leerlingen vallen in categorie 4;

2° in het gespecialiseerd onderwijs:

- a) scholen met minder dan 100 leerlingen vallen in categorie 1;
- b) scholen met tussen 101 en 150 leerlingen vallen in categorie 2;
- c) scholen met tussen 151 en 200 leerlingen vallen onder categorie 3;
- d) scholen met meer dan 200 leerlingen vallen onder categorie 4.

Artikel 1.7.10-19. De subsidie voor erkende operatoren is een vast bedrag per school, per jaar en is afhankelijk van het aantal en de categorie scholen als omschreven in artikel 1.7.10-18 die zij moeten ondersteunen, als volgt:

1° voor scholen voor gewoon onderwijs:

Gewoon onderwijs				
	Categorie 1 (minder dan 200 leerlingen)	Categorie 2 (tussen 201 en 300 leerlingen)	Categorie 3 (tussen 301 en 400 leerlingen)	Categorie 4 (meer dan 400 leerlingen)
Jaar 1	1500 €	2000 €	2500 €	2500 €
Jaar 2	3000 €	4000 €	5000 €	5000 €
Jaar 3	3000 €	4000 €	5000 €	5000 €
Jaar 4	1000 €	1500 €	2000 €	2000 €

2° voor scholen voor gespecialiseerd onderwijs:

Gespecialiseerd onderwijs				
	Categorie 1 (minder dan 100 leerlingen)	Categorie 2 (tussen 101 en 150 leerlingen)	Categorie 3 (tussen 151 en 200 leerlingen)	Categorie 4 (meer dan 200 leerlingen)
Jaar 1	1500 €	1500 €	2000 €	2500 €
Jaar 2	3000 €	3000 €	4000 €	5000 €

Gespecialiseerd onderwijs				
	Categorie 1 (minder dan 100 leerlingen)	Categorie 2 (tussen 101 en 150 leerlingen)	Categorie 3 (tussen 151 en 200 leerlingen)	Categorie 4 (meer dan 200 leerlingen)
Jaar 3	3000 €	3000 €	4000 €	5000 €
Jaar 4	1000 €	1000 €	1500 €	2000 €

Artikel 1.7.10-20. De regering bepaalt de nadere regels en de termijnen voor de betaling van de subsidie overeenkomstig het beginsel van de jaarperiodiciteit van de begroting.

De operatoren verantwoorden het gebruik van hun subsidie binnen de termijn en op de wijze die door de regering zijn vastgesteld.

De regering kan bepalen dat de subsidies worden verlaagd of dat de vereffening ervan wordt opgeschort zolang de marktdeelnemers het gebruik van hun subsidies niet hebben gerechtvaardigd volgens de nadere regels bepaald in uitvoering van het tweede lid.

#### Onderafdeling 7 . — Specifiek opleidingsprogramma inzake schoolklimaat, voorkoming en bestrijding van pesten en cyberpesten

Artikel 1.7.10-21. § 1. Naast de voortgezette beroepsopleiding, bedoeld in Boek 6, Titel 1, voert elke in het kaderprogramma geselecteerde school het specifieke opleidingspakket inzake schoolklimaat, voorkoming en bestrijding van pesten en cyberpesten, bedoeld in artikel 1.7.10-7, tweede lid, 5°, uit.

De in lid 1 bedoelde opleidingen zijn uitsluitend bestemd voor de aan het kaderprogramma deelnemende scholen en zijn bestemd voor personeelsleden van die scholen. De toegang tot bepaalde specifieke opleidingen kan worden beperkt tot bepaalde leden van het onderwijsteam.

De in dit artikel bedoelde opleidingen voldoen aan de minimumcriteria bedoeld in artikel 6.1.5-11, § 1, tweede lid.

§ 2. De opleiding voor de goede uitvoering en coördinatie van het kaderprogramma bedoeld in artikel 1.7.10-7, tweede lid, 5°, *a)*, wordt georganiseerd door de erkende operator die bevoegd is voor de betrokken school.

Deze opleiding is uitsluitend voorbehouden aan de directeur en de afgevaardigde belast met het schoolklimaat en het welzijn op school bedoeld in artikel 9, § 1, 13. van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten.

Deze opleiding wordt georganiseerd tijdens de eerste of tweede fase van het kaderprogramma.

§ 3. De opleiding bedoeld in artikel 1.7.10-7, tweede lid, 5°, *b)*, wordt verstrekt door de erkende operator die bevoegd is voor de betrokken school of, bij ontstentenis daarvan, wordt zij georganiseerd door het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat, in overleg met het Instituut voor permanente beroepsvorming.

Deze opleiding wordt verstrekt aan alle personeelsleden van de betrokken school.

Deze opleiding wordt georganiseerd tijdens de tweede fase van het kaderprogramma en bestaat uit maximaal twee halve opleidingsdagen per schooljaar.

De in lid 1 bedoelde opleiding wordt, wanneer zij wordt gegeven door een erkende operator, vooraf goedgekeurd door het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat, in overleg met het Instituut voor voortgezette beroepsvorming.

§ 4. De opleiding(en) bedoeld in artikel 1.7.10-7, tweede lid, 5°, *c)*, wordt/worden georganiseerd door het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat, in overleg met het Instituut voor permanente beroepsvorming.

Het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat ontwikkelt een specifiek opleidingsaanbod voor scholen die aan het kaderprogramma deelnemen, teneinde te voorzien in opleidingsbehoeften waarin niet kan worden voorzien in het kader van de voortgezette beroepsvorming of door de in paragraaf 3 bedoelde opleidingen.

Het Instituut voor voortgezette beroepsopleiding draagt in overleg met het Waarnemingscentrum zorg voor de coördinatie van de in deze paragraaf bedoelde opleidingen.

§ 5. Voor de leden van het onderwijsteam van de school maken de halve dagen specifieke opleiding bedoeld in de paragrafen 2 tot 4, deel uit van de voortgezette beroepsopleiding die op het overschrijdend niveau van de netten wordt georganiseerd om tegemoet te komen aan de collectieve behoeften bedoeld in artikel 6.1.3-4, § 1.

Wanneer een school deelneemt aan het kaderprogramma, wordt haar opleidingsplan overeenkomstig artikel 6.1.4-2 aangepast om rekening te houden met de te ontwikkelen bevoedgheden inzake schoolklimaat, voorkoming en bestrijding van pesten en cyberpesten.

#### Onderafdeling 8 . — Steun aan deelnemende scholen

Artikel 1.7.10-22. Voor de duur van het kaderprogramma wordt aan de deelnemende scholen een bijkomende lestijd toegekend voor de aanwijzing van een persoon als "afgevaardigde voor het schoolklimaat en het welzijn op school", die tot opdracht heeft de ontwikkeling, de uitvoering en de follow-up van het kaderprogramma te coördineren en te ondersteunen.

In geen geval mag de toekenning van deze lestijd leiden tot een vaste benoeming of aanstelling.

De regering bepaalt de voorwaarden waaronder het gebruik van de aanvullende lestijd moet worden gerechtvaardigd en de voorwaarden waaronder deze kan worden ingetrokken.

#### Onderafdeling 9 . — De erkennings- en selectiecommissie

Artikel 1.7.10-23. § 1. Door de regering wordt een erkennings- en selectiecommissie ingesteld.

De commissie bestaat uit:

1° een ambtenaar van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs;

2° een ambtenaar van de Algemene Directie voor de Sturing van het Onderwijstelsel;

3° twee leden van het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat;

- 4° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind of zijn vertegenwoordiger;
- 5° een vertegenwoordiger van het kabinet van de minister van Onderwijs;
- 6° een deskundige van het expertisecentrum bedoeld in artikel 1.7.10-26, § 2;
- 7° een vertegenwoordiger voorgedragen door Wallonie-Bruxelles Enseignement;
- 8° een vertegenwoordiger van de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs;
- 9° een vertegenwoordiger van de inrichtende machten van het gesubsidieerd vrij confessioneel onderwijs;
- 10° een vertegenwoordiger van de inrichtende machten van het gesubsidieerd vrij niet-confessioneel onderwijs.

De commissie wordt voorgezeten door een van de leden bedoeld in het eerste lid, 3°.

Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door het lid van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs.

De regering benoemt de leden van de erkenningscommissie.

§ 2. De erkennings- en selectiecommissie brengt adviezen uit aan de regering over:

- 1° de ontvankelijkheid van de kandidaturen van de scholen, hun selectie en, desnoods, hun rangschikking;
- 2° de ontvankelijkheid van de erkenningsaanvragen van de operatoren, hun erkenning en hun subsidiëring;
- 3° de matching van geselecteerde scholen met erkende operatoren.

#### *Afdeling 4 . — Zonale platforms*

Artikel 1.7.10-24. De zonedirecteur:

1° organiseert bijeenkomsten voor de uitwisseling van praktijken en interviews voor scholen uit de regio die betrokken zijn bij een kaderprogramma en de begeleidende operatoren;

2° neemt elk ander initiatief dat erop gericht is de acties van de scholen in het gebied en van de operatoren in het kader van de uitvoering van de kaderprogramma's bekend te maken of te ondersteunen.

#### *Afdeling 5. — Over het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat*

Artikel 1.7.10-25. § 1. Binnen de Algemene directie voor de sturing van het onderwijsstelsel wordt een Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat opgericht, dat de volgende opdrachten heeft:

1° monitoring, sturing van het onderzoek en evaluatie van het structuurbeleid inzake schoolklimaat, voorkoming en bestrijding van pesten en cyberpesten. De observatie van de prevalentie van pesterijen, die inzonderheid plaats kan vinden via de monitoring van de kaderprogramma's van de scholen en de algemene evaluatie van het in dit hoofdstuk vastgestelde structuurbeleid, moet het mogelijk maken de meest voorkomende stereotypen te identificeren die bijdragen tot de dynamiek van de relaties die gekenmerkt worden door pesterijen op school;

2° het verstrekken van instrumenten, opleiding en toezicht op kaderprogramma's voor de preventie en de aanpak van pesten op school en cyberpesten;

3° de vorming van netwerken van actoren die betrokken zijn bij het structurele beleid inzake schoolklimaat, voorkoming en bestrijding van pesten op school en cyberpesten.

§ 2. Het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat organiseert en verzorgt het secretariaat van:

1° een expertisecentrum dat verantwoordelijk is voor het begeleiden en adviseren van het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat;

2° een forum waar praktijken en ervaringen worden uitgewisseld en gesynthetiseerd.

Artikel 1.7.10-26. § 1. Het expertisecentrum documenteert en ondersteunt het personeel van het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat bij de uitvoering van zijn opdrachten.

Het is verantwoordelijk voor het verstrekken van advies, richtlijnen en voorstellen aan het personeel van het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat.

Het komt minstens twee keer per jaar bijeen.

§ 2. Het expertisecentrum bestaat uit:

1° een gespecialiseerde academische deskundige van elke universiteit, waaronder ten minste één deskundige op het gebied van kinderpsychiatrie en genderdimensie;

2° een vertegenwoordiger van de regering, aangewezen door de minister belast met het leerplichtonderwijs;

3° de Administrateur-generaal voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of zijn afgevaardigde;

4° een ambtenaar van de Algemene Directie voor de Sturing van het Onderwijsstelsel;

5° een ambtenaar van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs.

De regering wijst om de vijf jaar de werkende leden van het in 1°, 2°, 4° en 5° bedoelde expertisecentrum en hun plaatsvervangers aan.

Het expertisecentrum stelt zijn huishoudelijk reglement vast. Het kan een of meer deskundigen als uitgenodigde bij zijn werkzaamheden betrekken.

Artikel 1.7.10-27. Het forum wordt om de zes maanden georganiseerd door het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat. Het is een forum voor uitwisseling over de prevalentie van pesten en cyberpesten op school, over de pedagogische praktijken op dit gebied en over de uitvoering van de kaderprogramma's. De samenstelling van het forum varieert naar gelang van het specifieke onderwerp dat door het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat in behandeling wordt genomen.

Het brengt op een evenwichtige manier samen:

- 1° scholen in het kaderprogramma;
- 2° de operatoren die hen begeleiden;
- 3° academische vertegenwoordigers van het expertisecentrum;
- 4° vertegenwoordigers van de regeringsdiensten
- 5° een vertegenwoordiger van de minister belast met het Leerplichtonderwijs.

Voor de toepassing van lid 2, 1°, moet worden gezorgd voor evenwicht wat betreft type en vorm van onderwijs, locatie van de scholen en doorstroming tussen de verschillende fasen van het kaderprogramma.

Afhankelijk van de specifieke kwesties die worden behandeld, kunnen ook personen of instellingen worden uitgenodigd die hun deskundigheid kunnen inbrengen.

De werkzaamheden ervan vormen een aanvulling op die van het expertisecentrum. Zij vormen het onderwerp van een verslag op de website van het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat."

## TITEL II. — SLOTBEPALINGEN

### HOOFDSTUK 1. — Wijzigingsbepalingen

**Art. 2.** In Boek 1, Titel 7, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt het opschrift van hoofdstuk 9 vervangen door de volgende tekst:

"Hoofdstuk 9 - Preventie van geweld op school en tucht".

**Art. 3.** In hetzelfde Wetboek wordt artikel 1.7.9-1 opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 6.1.5-5 van hetzelfde Wetboek wordt lid 1 aangevuld met een punt 11° dat als volgt luidt: "11° door het Waarnemingscentrum voor het schoolklimaat bedoeld in artikel 1.7.10-25."

**Art. 5.** In artikel 9, § 1, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, wordt punt 13. vervangen door hetgeen volgt. "13. afgevaardigde belast met het schoolklimaat en het welzijn op school;"

### HOOFDSTUK 2. — Opheffingsbepaling

**Art. 6.** Afdeling VI van hoofdstuk I van titel II van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, wordt opgeheven.

### HOOFDSTUK 3. — Overgangsbepaling

**Art. 7.** De in artikel 1.7.10-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs bedoelde procedure voor de interne melding en behandeling van situaties van pesten en cyberpesten op school wordt voor het eerst vastgesteld en wordt uiterlijk op 26 augustus 2024 in het huishoudelijk reglement van elke school opgenomen.

### HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

**Art. 8.** De regering evalueert om de vier jaar de uitvoering van de bepalingen van hoofdstuk 10 van Boek 1, Titel 7 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs dat bij dit decreet wordt ingevoegd en brengt er verslag over aan het Parlement uit.

Zij legt het evaluatieverslag in het kalenderjaar 2027 aan het Parlement voor.

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op 1 juni 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 27 april 2023.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen  
en Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. — Ontwerpdecreet, nr. 528-1. — Verslag van de commissie, nr. 528-2. — Tijdens de plenaire vergadering aangenomen tekst, nr. 528-3

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 26 april 2023.